

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, le 1er avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au service "Evaluation de la Coopération internationale" auprès du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale", a donné le 12 avril 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 1 april 1999 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de dienst "Evaluatie van de Internationale Samenwerking" bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking", heeft op 12 april 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le préambule s'exprime en ces termes :

"Vu l'urgence motivée par la circonstance que, d'une part la loi portant création de la CTB donne à celle-ci l'exclusivité de certaines tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe, et (que), d'autre part, les Conventions générales de coopération et les Arrangements particuliers entre l'Etat belge et les pays partenaires, partenaires de la coopération bilatérale directe statuaient que l'exécution de ces tâches est confiée à l'Administration Générale de la Coopération au Développement, et qu'il convient dès lors de fournir dans les meilleurs délais à ces pays partenaires, les assurances sur les modalités permettant à garantir la continuité dans la réalisation des prestations de coopération, de même que la circonstance que chaque délai en ce qui concerne la mise en oeuvre des lois et des arrêtés portant réforme de la Coopération Internationale Belge risque de provoquer une confusion chez les partenaires de la Coopération internationale belge;"

*

*

*

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

.../...

I. Observations générales

1. L'arrêté en projet crée au sein du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, un service de "l'Evaluation de la Coopération internationale".

L'existence de ce service est déjà évoquée dans un projet d'arrêté royal fixant le règlement organique du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale qui a donné lieu à l'avis L. 29.013/4 donné le 26 mars 1999.

S'agissant d'un service administratif du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison les dispositions du présent projet ne pourraient pas être directement insérées dans l'arrêté en projet susmentionné.

Il convient en effet d'éviter, dans toute la mesure du possible, une multiplication des textes réglementaires préjudiciable pour la sécurité juridique.

2. Dans son avis précité du 26 mars 1999, la section de législation s'est déjà interrogée sur le rôle de ce service d'évaluation notamment par rapport à la société de droit public dénommée "Coopération Technique Belge".

Le texte en projet reste très vague à ce propos.

.../...

Ce service d'évaluation pourra-t-il, comme le prévoit l'article 2, § 2, du projet, prendre connaissance des actes et documents de la "Coopération Technique Belge" ainsi que des évaluations concernant les activités de cette société alors que la loi du 21 décembre 1998 portant création de la "Coopération Technique Belge" sous la forme d'une société de droit public a organisé des contrôles spécifiques sur cette société ?

Ainsi, l'article 28 de la loi précitée soumet la "Coopération Technique Belge" à une tutelle administrative exercée à l'intervention de deux commissaires du Gouvernement qui veillent au respect de la loi, des statuts de la société ainsi que du contrat de gestion et des conventions d'attribution de tâches de service public.

Aux termes de l'article 29 de la même loi, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels de la société et de la régularité, au regard de la loi et des statuts de la CTB, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège de commissaires dont deux commissaires sont nommés par la Cour des comptes.

Enfin, l'article 28, § 6, prévoit, d'une part, que le conseil d'administration de la société fait rapport au ministre de tutelle sur l'accomplissement de ses tâches de service public et, d'autre part, que le ministre fait rapport à la Chambre des représentants et au Sénat sur l'application de la loi du 21 décembre 1998, précitée.

Eu égard à l'ensemble de ces contrôles, il importe de préciser clairement dans le texte en projet quelle sera

.../...

la portée exacte du contrôle mené par ce service d'évaluation sur les activités de la "Coopération Technique Belge".

3. Dans la mesure où certaines dispositions en projet doivent être considérées comme des mesures d'organisation interne d'une administration, elles sont dépourvues de caractère réglementaire.

La section de législation n'est en conséquence pas compétente pour examiner les articles 1er, 3 et 4 du projet.

II. Observations particulières

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1er

Il convient d'écrire "l'article 107, alinéa 2".

Alinéas 2, 3 et 4

Ces alinéas doivent être omis. En effet, les textes qui y sont visés ne procurent aucun fondement à l'arrêté en projet et ne sont pas modifiés par lui.

.../...

Alinéa 7

Il convient d'écrire "février".

Alinéa 10

Lorsque l'avis est demandé dans un délai ne dépassant pas trois jours, il est d'usage de rédiger l'alinéa y relatif comme suit :

"Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

DispositifArticle 2

1. Cette disposition énumère en son paragraphe 1er les missions du service d'évaluation.

Si l'on compare ces missions avec celle prévue à l'article 40 de l'arrêté en projet portant le règlement organique du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, on constate qu'elles sont plus nombreuses et plus étendues.

Comme il a déjà été souligné dans l'observation générale n° 1, mieux vaut que ces missions soient toutes

.../...

groupées dans un seul texte afin d'éviter des divergences d'interprétation.

En outre, elles doivent être définies de manière précise.

2. Il ressort du paragraphe 1er, 5° et 6°, ainsi que du paragraphe 2, 3°, que le service d'évaluation pourra proposer des recommandations, par l'intermédiaire du Secrétaire général, au Ministre qui a la coopération internationale dans ses attributions.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée exacte de ces recommandations.

3. Le paragraphe 2, 1°, en projet reconnaît au service d'évaluation "le droit de prendre connaissance de tous les actes et documents qu'il juge nécessaire".

Cette disposition n'indique cependant pas l'origine de ces documents.

Il ressort des explications du chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, que cette consultation du service d'évaluation se limite aux documents qui sont en possession de l'administration.

Cette restriction doit ressortir clairement du texte en projet.

.../...

4. Le paragraphe 2, 2° et 3°, en projet utilise également l'expression "les instances concernées".

Cette expression est vague; les institutions visées doivent être clairement identifiées.

5. Le paragraphe 4 en projet dispose que :

"Le Service d'Evaluation réalise des évaluations avec son propre personnel et peut faire réaliser des évaluations par des tiers.".

Le projet reste cependant silencieux sur les conditions dans lesquelles les évaluations peuvent être confiées à des tiers.

L'attention est attirée sur ce que s'il s'agit d'un contrat d'entreprise, la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services est d'application.

En outre, la question se pose si ces tiers disposeront des mêmes pouvoirs que le service d'évaluation.

La disposition en projet doit être complétée sur ces points.

.../...

Article 5

Cette disposition détermine la composition du service d'évaluation. Ce service peut notamment comprendre des "experts de qualification spéciale engagés par contrat de travail".

Il est rappelé à l'auteur du projet qu'en vertu de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, l'engagement statutaire est la règle dans la fonction publique fédérale.

Aux termes de l'article 4, § 1er, de cette loi, l'engagement contractuel est limité aux hypothèses suivantes :

- afin de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en oeuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- afin de remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel, et ce sans préjudice de la possibilité de remplacer un agent statutaire par un autre agent statutaire;
- afin d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Il convient, dès lors, de viser expressément dans le texte en projet l'engagement contractuel pour des tâches spécifiques.

.../...

Articles 6 à 11

Le chapitre III de l'arrêté en projet, groupant les articles 6 à 11, a trait à la situation administrative et pécuniaire du conseiller général du Service d'évaluation. Celui-ci est désigné par le Roi pour une période non renouvelable de sept ans sur proposition du Conseil des ministres. La technique utilisée est celle du mandat.

L'article 22 de la loi précitée du 22 juillet 1993 n'étant pas encore en vigueur (1), il ne peut être en l'état actuel appliqué pour permettre que des emplois vacants des rangs 17, 16 ou 15 dans les services publics visés à l'article 1er, § 1er, de ladite loi et dans les autres services désignés par le Roi puissent être attribués à un membre du personnel du niveau 1 par la voie d'un mandat.

Présentement, dans la fonction publique fédérale, seul l'article 74bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat permet le recours effectif à cette technique mais uniquement pour attribuer à un agent de l'Etat au sens de l'article 1er de l'arrêté, du niveau 1, un emploi des rangs 17, 16 ou 15 vacant au sein de l'administration.

Il s'ensuit que, dans la mesure où l'arrêté royal du 2 octobre 1937 précité est rendu applicable à certaines catégories d'agents du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale,

(1) L'article 38, 1°, de la loi du 22 juillet 1993 dispose que l'article 22 entre en vigueur à une date fixée par le Roi. Cet article n'est pas encore en vigueur.

seuls ceux-ci pourront poser leur candidature lors de l'attribution du mandat de conseiller général du Service d'évaluation. Il en ira de même pour tous les autres agents de la fonction publique fédérale soumis au statut des agents de l'Etat. Encore faut-il préciser que ce mandat ne pourra, aux termes de l'article 74bis précité, être attribué que pour une durée de six ans, et non de sept ans, et qu'il ne pourra l'être qu'aux conditions fixées par le Roi, et non par le ministre, chef du département concerné.

Autre conséquence : à partir du moment où le candidat entrant en considération pour l'attribution du mandat peut être un agent du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, le recours à l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres des administrations de l'Etat n'a pas de sens.

Est, de même, dépourvue de sens la disposition selon laquelle l'agent qui a été désigné comme conseiller général doit, après son mandat, "renoncer" à sa carrière d'agent au sein du département. En vérité, cet agent doit, à ce moment là, recouvrer l'emploi qui y était originellement le sien sauf à être réaffecté à un autre emploi pour le cas où, entretemps, son emploi initial aurait été déclaré vacant et pourvu d'un autre titulaire.

Enfin, les dispositions du chapitre III n'organisent que très partiellement le régime du mandat. Ainsi, rien n'est prévu quant à la possibilité de mettre fin anticipativement au mandat, notamment, en cas de faute grave. Ainsi encore, aucune disposition n'indique s'il est

.../...

tenu compte, et dans quelle mesure, de la période d'exercice du mandat dans le calcul de l'ancienneté administrative et pécuniaire de l'agent.

Compte tenu de ces observations, le chapitre III doit être fondamentalement revu.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de aanhef aldus :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, enerzijds, de wet tot oprichting van de BTC aan deze exclusief de uitvoering van bepaalde taken van openbare dienst op het vlak van de directe bilaterale samenwerking toekent en, anderzijds, de Algemene Samenwerkingsakkoorden en de Bijzondere Vergelijken tussen de Belgische Staat en de partnerlanden, partners van de Belgische Directe Bilaterale Samenwerking, bepalen dat de uitvoering van deze taken wordt toevertrouwd aan het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, en dat het dus past dat deze partnerlanden binnen de kortst mogelijke termijn op de hoogte kunnen worden gebracht van de modaliteiten dewelke de continuïteit van de verwezenlijking van de prestaties inzake ontwikkelingssamenwerking dienen te garanderen, alsmede de omstandigheid dat elk verder uitstel met betrekking tot de tenuivoerlegging van de wetten en besuiten tot herinrichting van de Belgische Internationale Samenwerking, aanleiding kan geven tot verwarring bij de partners van de Belgische Internationale Samenwerking;".

*

*

*

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

I. Algemene opmerkingen

1. Door het ontworpen besluit wordt bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking een dienst "Evaluatie van de Internationale Samenwerking" opgericht.

Naar het bestaan van die dienst wordt reeds verwezen in een ontwerp van koninklijk besluit houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, waarover op 26 maart 1999 advies L. 29.013/4 is gegeven.

Aangezien het hier gaat om een administratieve dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, ziet de Raad van State niet in waarom de bepalingen van het onderhavige ontwerp niet rechtstreeks zouden kunnen worden opgenomen in het voormelde ontwerpbesluit.

Een sterke toename van het aantal verordeningsteksten moet immers in de mate van het mogelijke worden vermeden, aangezien de rechtszekerheid daardoor in het gedrang komt.

.../...

2. In haar voormelde advies van 26 maart 1999 heeft de afdeling wetgeving zich reeds afgevraagd wat de rol van die evaluatiedienst is, inzonderheid ten opzichte van de publiekrechtelijke vennootschap "Belgische Technische Coöperatie".

De ontworpen tekst blijft wat dat betreft zeer vaag.

Zal die evaluatiedienst, zoals artikel 2, § 2, van het ontwerp bepaalt, van de handelingen en documenten van de "Belgische Technische Coöperatie" alsook van de evaluaties betreffende de activiteiten van die vennootschap kennis kunnen nemen, terwijl de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht specifieke mechanismen voor de controle van die vennootschap heeft geregeld ?

Zo bepaalt artikel 28 van de voormelde wet dat op de "Belgische Technische Coöperatie" een administratief toezicht wordt uitgeoefend door bemiddeling van twee regeringscommissarissen die erop toezien dat de wet wordt nageleefd en dat de statuten van de vennootschap, het beheerscontract en de overeenkomsten inzake de toekenning van taken van openbare dienst worden nagekomen.

Naar luid van artikel 29 van diezelfde wet wordt de controle op de financiële toestand, op de jaarrekeningen en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van de statuten van de BTC, van de in de jaarrekeningen weer

.../...

te geven verrichtingen opgedragen aan een college van commissarissen van wie er twee door het Rekenhof worden benoemd.

Ten slotte bepaalt artikel 28, § 6, enerzijds, dat de raad van bestuur van de vennootschap bij de toezichthoudende minister verslag uitbrengt over de uitvoering van haar taken van openbare dienst en, anderzijds, dat de minister bij de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat verslag uitbrengt over de toepassing van de voormelde wet van 21 december 1998.

Gelet op al deze controlemechanismen, behoort in de ontworpen tekst duidelijk de juiste draagwijdte te worden aangegeven van de controle die deze evaluatiedienst op de activiteiten van de "Belgische Technische Coöperatie" zal uitoefenen.

3. Sommige ontworpen bepalingen dienen te worden beschouwd als maatregelen van interne organisatie van een overheidsbestuur en zijn dan ook niet van verordenende aard.

Bijgevolg is de afdeling wetgeving niet bevoegd de artikelen 1, 3 en 4 van het ontwerp te onderzoeken.

.../...

II. Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

In de Franse tekst behoort "l'article 107, alinéa 2," te worden geschreven.

Tweede, derde en vierde lid

Deze leden dienen te vervallen. De regelingen waarnaar daarin wordt verwezen leveren voor het ontworpen besluit immers geen rechtsgrond op en worden er evenmin door gewijzigd.

Zevende lid

In de Franse tekst behoort "23 février 1999" te worden geschreven.

Tiende lid

Wanneer om een advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt verzocht, is het gebruikelijk het lid dat daarop betrekking heeft als volgt te stellen :

"Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 april 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Artikel 2

1. In paragraaf 1 van deze bepaling worden de opdrachten van de evaluatiedienst opgesomd.

Wanneer die opdrachten vergeleken worden met de opdracht bepaald in artikel 40 van het ontworpen besluit houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, stelt men vast dat het om meer en ruimere opdrachten gaat.

Zoals reeds is gesteld in de eerste algemene opmerking, zou het beter zijn die opdrachten allemaal samen te brengen in één enkele regeling om uiteenlopende interpretaties te voorkomen.

Bovendien moeten ze nauwkeurig worden omschreven.

2. Uit paragraaf 1, 5° en 6°, en uit paragraaf 2, 3°, blijkt dat de evaluatiedienst, via de secretaris-generaal, aanbevelingen kan doen aan de minister die bevoegd is voor internationale samenwerking.

De Raad van State vraagt zich af wat de juiste strekking is van die aanbevelingen.

3. De ontworpen paragraaf 2, 1°, kent de evaluatiedienst "het recht" toe "kennis te nemen van alle handelingen en documenten die hij nodig acht".

In deze bepaling wordt echter niet gezegd van waar die documenten komen.

Uit de uitleg van de kabinetschef van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking blijkt dat de evaluatiedienst alleen de documenten mag inkijken die in het bezit zijn van het bestuur.

Die beperking moet duidelijk in het ontworpen besluit worden weergegeven.

4. In de ontworpen paragraaf 2, 2° en 3°, wordt gewerkt met de uitdrukkingen "diverse instanties" en "betrokken instanties".

Die bewoordingen zijn vaag; er moet duidelijk worden aangegeven om welke instellingen het gaat.

5. De ontworpen paragraaf 4 bepaalt het volgende :

"De Evaluatiedienst voert zelf, met zijn eigen personeel, evaluaties uit en kan evaluaties laten uitvoeren door derden.".

Het ontwerp zegt echter niets over de voorwaarden waaronder de evaluaties aan derden kunnen worden toevertrouwd.

De aandacht wordt erop gevestigd dat, wanneer het gaat om een aannemingsovereenkomst, de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van toepassing is.

Bovendien rijst de vraag of die derden over dezelfde bevoegdheden zullen beschikken als de evaluatiedienst.

De ontworpen bepaling moet op die punten worden aangevuld.

Artikel 5

Deze bepaling betreft de samenstelling van de evaluatiedienst. Deze dienst kan onder meer bestaan uit "deskundigen met bijzondere kwalificatie die aangeworven worden bij arbeidsovereenkomst".

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat krachtens de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken indienstneming in vast verband bij de federale overheid vaste regel is.

Luidens artikel 4, § 1, van die wet kunnen personen uitsluitend bij arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen :

- om aan uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften te voldoen, hetzij voor in de tijd beperkte acties, hetzij in geval van een buitengewone toename van het werk;

- om ambtenaren te vervangen die hun betrekking niet of slechts deeltijds bekleden, onverminderd de mogelijkheid om een statutair personeelslid door een ander statutair personeelslid te vervangen;
- om bijkomende of specifieke opdrachten te vervullen.

Bijgevolg moet in de ontworpen regeling uitdrukkelijk worden verwezen naar indienstneming bij arbeids-overeenkomst voor specifieke opdrachten.

Artikelen 6 tot 11

Hoofdstuk III van het ontworpen besluit, dat de artikelen 6 tot 11 bevat, heeft betrekking op de administratieve en geldelijke positie van de adviseur-generaal van de evaluatiedienst. Laatstgenoemde wordt aangewezen door de Koning voor een niet-hernieuwbare periode van zeven jaar, op voordracht van de Ministerraad. De gebruikte techniek is die van het mandaat.

Aangezien artikel 22 van de voornoemde wet van 22 juli 1993 nog niet in werking getreden is (1), kan het bij de huidige stand van zaken niet worden toegepast om de vacante betrekkingen van rang 17, 16 of 15 in de overheids-diensten vermeld in artikel 1, § 1, van de genoemde wet en in de overige door de Koning aangewezen diensten, bij wijze

(1) Artikel 38, 1°, van de wet van 22 juli 1993 bepaalt dat artikel 22 op een door de Koning vastgestelde datum in werking treedt. Dat artikel is nog niet in werking getreden.

van mandaat aan een personeelslid van niveau 1 te kunnen toewijzen.

Vooralsnog biedt alleen artikel 74bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel de mogelijkheid om die techniek bij de federale overheid aan te wenden, maar alleen om aan een rijksambtenaar, in de zin van artikel 1 van het besluit, van niveau 1, een binnen het bestuur vacante betrekking van rang 17, 16 of 15 toe te wijzen.

Daaruit volgt dat, voor zover het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1937 toepasselijk verklaard is op bepaalde categorieën van personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking, alleen die personeelsleden zich kandidaat kunnen stellen voor het mandaat van adviseur-generaal van de evaluatiedienst. Dat geldt ook voor alle andere personeelsleden van de federale overheid die onder het statuut van het rijkspersoneel vallen. Evenwel valt op te merken dat dit mandaat, luidens het voornoemde artikel 74bis, slechts kan worden toegewezen voor zes jaar, en niet voor zeven jaar, en alleen onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, en niet onder de voorwaarden gesteld door de minister die aan het hoofd staat van het betrokken departement.

Ander gevolg : zodra de kandidaat die in aanmerking komt voor het mandaat een personeelslid van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking kan zijn, heeft het geen zin een beroep te doen op het koninklijk besluit van 19 november

1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen.

Zo is het ook zinloos te bepalen dat het personeelslid dat als adviseur-generaal is aangewezen, na zijn mandaat, aan zijn loopbaan als personeelslid van het departement moet "verzaken". In werkelijkheid moet betrokkene dan opnieuw de betrekking krijgen die hij daar oorspronkelijk uitoefende, behalve indien hij aangewezen wordt voor een andere betrekking in het geval dat zijn oorspronkelijke betrekking intussen vacant is verklaard en door een andere ambtenaar wordt bekleed.

Tot slot regelen de bepalingen van hoofdstuk III slechts een heel klein deel van het mandaatstelsel. Zo wordt niets gezegd over de mogelijkheid om het mandaat vroegtijdig te beëindigen, inzonderheid, indien de bekleeder van het mandaat een zware fout heeft begaan. Evenmin wordt bepaald of en in welke mate bij de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteit van het personeelslid rekening wordt gehouden met de periode dat dit personeelslid het mandaat heeft uitgeoefend.

Gelet op die opmerkingen moet hoofdstuk III grondig worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire ad-
joint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN